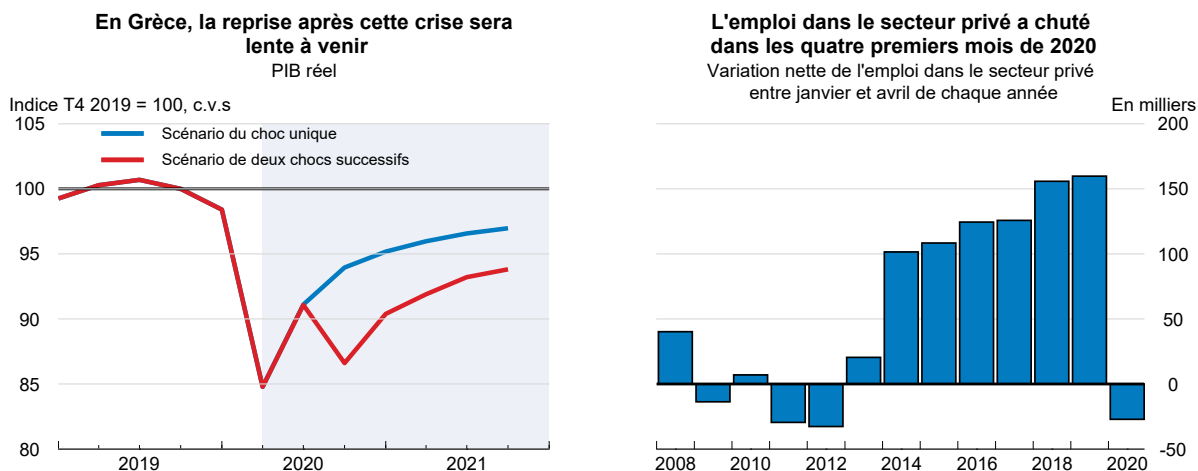


Grèce

En raison de la pandémie de COVID-19 et des mesures d'endiguement, le PIB devrait reculer de 8 % en 2020 si aucune autre poussée épidémique ne se produit (scénario du choc unique), avant de rebondir de 4.5 % en 2021. Si une deuxième vague intervient avant la fin de l'année (scénario de deux chocs successifs), le repli du PIB en 2020 atteindra 9.8 %. Les pertes de production et d'emplois et le coût budgétaire liés à la crise devraient être moins élevés que pendant les crises de la période 2009-16. La pandémie a été contenue de façon relativement efficace, mais les répercussions négatives sur le tourisme, l'investissement et les finances publiques compromettent la reprise économique de la Grèce à plus long terme.

L'action des pouvoirs publics soutient l'emploi, les revenus et les liquidités des entreprises pendant toute l'année 2020 et devrait poursuivre sur cette voie en fonction des besoins. Les mesures prises par la BCE et sa décision d'inclure les titres de l'État grec dans ses programmes de rachat d'actifs ont facilité la gestion des coûts de financement pour le gouvernement et pour les banques. La probable faiblesse de la demande dans le tourisme montre qu'il est important de redynamiser l'investissement et de permettre à de nouveaux secteurs de se développer. Il est essentiel d'assainir la situation des banques pour qu'elles puissent financer l'investissement. Améliorer l'efficacité de l'administration et du système judiciaire, simplifier la réglementation, améliorer les compétences des adultes et investir dans les infrastructures, vertes notamment, contribuerait à mettre le pays sur la voie d'une reprise durable.

Grèce



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et base de données ERGANI du ministère grec du Travail.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139423>

Grèce : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Grèce: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	176.5	1.5	1.9	1.9	-9.8	2.3
Consommation privée	122.1	0.9	1.1	0.8	-8.4	3.1
Consommation publique	35.4	-0.4	-2.5	2.2	1.9	-0.4
Formation brute de capital fixe	21.3	9.1	-12.2	4.5	-17.3	11.0
Demande intérieure finale	178.8	1.6	-1.1	1.4	-7.3	3.2
Variation des stocks ^{1,2}	- 1.0	0.0	1.8	-0.4	-1.7	-0.3
Demande intérieure totale	177.7	2.2	0.7	1.0	-8.1	3.0
Exportations de biens et services	53.1	6.8	8.7	4.9	-13.6	-1.3
Importations de biens et services	54.3	7.1	4.2	2.8	-10.8	0.5
Exportations nettes ¹	- 1.3	-0.1	1.5	0.8	-1.0	-0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.6	0.5	-0.4	-1.0	0.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.1	0.8	0.5	0.1	0.0
IPCH sous-jacent ³	—	0.3	0.3	0.8	0.4	0.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	21.5	19.3	17.3	19.6	20.4
Solde financier des administrations publiques ⁴ (% du PIB)	—	0.7	1.0	1.5	-8.8	-6.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	191.7	195.8	200.6	233.3	228.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	176.2	181.2	176.5	209.3	204.7
Balance des opérations courantes ⁵ (% du PIB)	—	-1.9	-2.8	-1.4	-0.6	-0.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

4. Sur la base des comptes nationaux. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce.

5. Sur la base des règlements.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137865>

La Grèce a réussi à limiter le nombre de contaminations

La Grèce est parvenue à limiter le nombre de contaminations et à éviter que son système de santé ne soit submergé. Les autorités ont identifié les premiers cas de contamination le 26 février et le nombre de patients en soins intensifs a atteint un pic le 5 avril. La Grèce a réussi à circonscrire l'épidémie principalement à la région d'Athènes, qui possède la plus grande capacité sanitaire, et elle l'a contenue dans les camps de réfugiés. Les dépenses de santé de la Grèce avaient été réduites pendant la crise économique, mais elles s'étaient stabilisées ces dernières années et elles ont été revues à la hausse dans le cadre de la réponse à la crise.

Les autorités ont mis en place, début février 2020, un organe spécifiquement chargé de gérer la réponse à l'épidémie, et notamment de doubler le nombre de lits en soins intensifs et de recruter plus de 4 300 soignants supplémentaires. Elles ont annulé les grands événements publics à partir de la fin février, imposé des restrictions aux arrivées internationales et introduit des mesures de confinement à compter du 10 mars, en commençant par fermer les écoles. À partir du 23 mars, elles ont durci les mesures de confinement, notamment en renforçant les restrictions relatives aux déplacements et en fermant tous les magasins non essentiels. À mesure que le nombre de cas actifs diminuait, elles ont levé les restrictions

Grèce : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Grèce: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	176.5	1.5	1.9	1.9	-8.0	4.5
Consommation privée	122.1	0.9	1.1	0.8	-6.4	5.5
Consommation publique	35.4	-0.4	-2.5	2.2	1.7	0.6
Formation brute de capital fixe	21.3	9.1	-12.2	4.5	-14.3	7.8
Demande intérieure finale	178.8	1.6	-1.1	1.4	-5.7	4.7
Variation des stocks ^{1,2}	- 1.0	0.0	1.8	-0.4	-1.3	-0.1
Demande intérieure totale	177.7	2.2	0.7	1.0	-6.3	4.8
Exportations de biens et services	53.1	6.8	8.7	4.9	-11.1	8.7
Importations de biens et services	54.3	7.1	4.2	2.8	-8.2	9.7
Exportations nettes ¹	- 1.3	-0.1	1.5	0.8	-1.1	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.6	0.5	-0.4	-1.3	0.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.1	0.8	0.5	0.2	0.4
IPCH sous-jacent ³	—	0.3	0.3	0.8	0.4	0.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	21.5	19.3	17.3	19.4	19.8
Solde financier des administrations publiques ⁴ (% du PIB)	—	0.7	1.0	1.5	-7.7	-4.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	191.7	195.8	200.6	220.9	214.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	176.2	181.2	176.5	196.9	190.7
Balance des opérations courantes ⁵ (% du PIB)	—	-1.9	-2.8	-1.4	-0.6	-0.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

4. Sur la base des comptes nationaux. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce.

5. Sur la base des règlements.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137884>

de manière progressive à partir du 4 mai, tout d'abord en autorisant certains magasins à rouvrir et les habitants à se déplacer plus librement à proximité de leur domicile, puis en rouvrant les autres magasins, les écoles ainsi que les cafés et les restaurants au mois de mai. Les hôtels ont commencé à rouvrir à partir de la fin mai, et la réouverture des installations touristiques saisonnières ainsi que l'assouplissement de certaines restrictions aux arrivées internationales sont prévues à partir du 15 juin, la situation sanitaire continuant de faire l'objet d'un suivi.

Les services aux touristes et aux consommateurs ont été durement touchés

Le PIB s'est inscrit en retrait de 1.6 % au premier trimestre 2020. Les mesures d'endiguement ont été particulièrement strictes de la mi-mars à début mai, pesant sur des entreprises qui génèrent 20 % de la valeur ajoutée du pays. Les ordres de fermeture se sont appliqués à plus de 80 % des entreprises des secteurs de l'hébergement, de la restauration, de l'éducation et des services aux consommateurs. Les arrivées de vols et la circulation dans les principales zones urbaines ont fortement reculé en mars et en avril, avant de repartir progressivement à la hausse à partir de début mai. La demande d'électricité était inférieure de 10 % environ aux niveaux habituellement constatés en avril. Dans le secteur privé, l'emploi s'est contracté de 35 000 unités en mars et en avril 2020 (soit de 1.8 %). Lorsque l'ampleur de la crise est apparue clairement, l'indice de la bourse d'Athènes s'est négocié un tiers en-dessous de son pic de février.

Après avoir atteint des niveaux historiquement bas en février, le rendement des obligations d'État s'est envolé en mars jusqu'à ce que la BCE annonce ses principales mesures et sa décision d'intégrer les titres de l'État grec dans ses rachats d'actifs et depuis, les rendements se négocient en-dessous des niveaux de mi-2019. Mi-avril, le gouvernement a vendu 2 milliards EUR d'obligations à 7 ans assorties d'un rendement de 2.0 %.

Le gouvernement soutient les entreprises et les travailleurs touchés par le confinement

Le gouvernement a annoncé des mesures destinées à soutenir les revenus des ménages et les liquidités des entreprises pour un montant total de 11.4 milliards EUR (soit 6.1 % du PIB de 2019). Ces mesures comprennent une allocation de 800 EUR en faveur des salariés des entreprises dont l'activité a été suspendue et des travailleurs indépendants ayant subi une forte chute de leur revenu pendant le confinement, ainsi que l'allongement de la durée d'indemnisation du chômage. Pour les entreprises touchées, le paiement des impôts et des cotisations a été suspendu, et des garanties sur prêts accordées à concurrence de 7.9 milliards EUR. Les mesures prises englobent aussi une réduction de certains taux de TVA. Le gouvernement autorise les entreprises à réduire le temps de travail des salariés et facilite le travail à distance et une organisation plus souple. Il met actuellement en place un programme destiné à soutenir le secteur du tourisme pendant la saison 2020 et une partie de l'année 2021.

La levée des restrictions visant à endiguer l'épidémie a permis à l'activité de redémarrer, mais la demande de services restera modérée

Le gouvernement a commencé à assouplir les restrictions relatives à l'activité et aux déplacements début mai, mais les restrictions en cours, un recul du nombre de touristes étrangers et une incertitude accrue devraient peser sur la demande des consommateurs et le tourisme pendant la saison estivale. La Grèce a annoncé un calendrier clair pour relancer le tourisme, lequel pourrait entraîner une augmentation des réservations avant la fin de la saison. Dans le scénario de deux chocs successifs, toutefois, l'érosion des revenus et de la confiance à l'échelle mondiale devraient entraîner une baisse des arrivées de touristes en Grèce pendant toute la saison 2021. La crise freine l'activité de titrisation des prêts dans le monde et a retardé la prise de mesures visant à régler la question de la charge des créances douteuses ou litigieuses pour les banques ainsi que des pressions exercées sur leur bilan, qui continueront de limiter la croissance des prêts bancaires, alors même que les mesures de la BCE maintiennent les coûts d'emprunts à un faible niveau. Il est probable que la vente des entreprises publiques et les mesures destinées à attirer l'investissement direct étranger soient retardées. Dans le scénario de deux chocs successifs, ces reports se prolongeront. La contraction de l'activité et des revenus fera baisser le montant des impôts et des cotisations sociales acquittés, transformant le confortable excédent primaire en déficit. Associée au fléchissement du PIB nominal, cette situation fera grimper les ratios de la dette publique. Ces effets seront amplifiés et se prolongeront en 2021 dans le scénario de deux chocs successifs.

Au-delà des risques découlant de la crise pandémique à court terme, la principale difficulté pour la Grèce est de revenir sur la voie d'une reprise durable. Le secteur du tourisme, qui a été le moteur des gains enregistrés ces dernières années par le pays sur le front de l'emploi et des exportations, est vulnérable à la crise du COVID-19. Si la reprise progressive des voyages peut soutenir l'activité touristique en fin de saison dans le scénario du choc unique, il est probable que les pertes se prolongent dans celui de deux chocs successifs. Cela pourrait entraîner une augmentation des faillites et des créances douteuses ou litigieuses des banques, retardant tout progrès dans le rétablissement des financements nécessaires à l'investissement et freinant l'émergence de nouvelles activités. Une diminution des recettes budgétaires et l'introduction de mesures visant à amorcer la reprise feront croître la dette publique, comme dans bien d'autres pays. Poursuivre la stratégie du gouvernement consistant à émettre des titres de dette assortis

d'échéances plus longues et à bénéficier de taux d'intérêt bas après les interventions de la BCE peut limiter les risques d'inflation des besoins de financement bruts annuels.

Redynamiser l'investissement et élargir l'accès à des opportunités favorables aiderait la Grèce à redémarrer

La crise de la COVID-19 est un choc externe qui remet à plus tard le redressement de la Grèce après les crises précédentes, et retarde une partie des efforts de réforme du gouvernement tout en accélérant d'autres. Il est d'autant plus important de continuer de chercher à mettre en place un programme de transformation pluriannuel. Les mesures annoncées à ce jour par le gouvernement pour lutter contre le COVID-19 soutiendront les revenus et les entreprises pendant une partie de l'année 2021. De nouvelles mesures devront être prises dans le scénario de deux chocs successifs pour relancer la reprise lorsque la crise s'estompera. Relever le revenu minimum garanti permettrait d'améliorer le filet de protection sociale, notamment en cas de résurgence de l'épidémie et de mesures d'endiguement correspondantes. Apporter un soutien au tourisme peut l'aider à franchir le cap de la saison 2020, mais cette crise a assombri les perspectives du secteur à moyen terme et des mesures devraient être adoptées pour aider les entreprises et leurs salariés à améliorer la qualité de leurs activités et leurs compétences, et à évoluer vers des secteurs qui présentent des opportunités plus favorables. Le gouvernement s'en tient au dispositif « Hercule » pour accélérer la cession des créances douteuses ou litigieuses des banques et s'atteler à leurs importants crédits d'impôts différés. Le risque de voir les créances douteuses ou litigieuses augmenter souligne que le dispositif doit absolument être mis en œuvre rapidement pour assainir la situation des banques et déverrouiller les financements pour les investissements. Une amélioration de la formation des adultes et un renforcement des politiques actives du marché du travail permettraient de mieux préparer les travailleurs à nouvelles opportunités. Uniformiser le régime des faillites et accélérer la mise en œuvre des garanties et le fonctionnement de la justice aiderait l'économie grecque à s'adapter à la crise. Alléger le poids de l'administration et de la réglementation, à l'heure où le gouvernement s'efforce d'atteindre ses objectifs numériques, favoriserait l'émergence de nouvelles entreprises. Avec le soutien du nouveau fonds de relance européen, investir dans les infrastructures et aller vers une économie bas carbone appuierait la croissance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9e5f54d5-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.